

Les juges feront-ils à Rachida Dati le coup qu'ils ont fait à Fillon ?

écrit par Christine Tasin | 25 février 2020



.
Voici un article d'Atlantico fort intéressant sur « le procès Fillon » (qui a été reporté mais cela ne change rien à l'affaire) ou plutôt sur les manoeuvres des politiques et des juges pour évincer le candidat de LR en 2017, avec les conséquences catastrophiques que l'on connaît pour notre pays et nos concitoyens puisqu'aux mains d'un ambitieux mondialiste sans expérience et sans empathie avec ce qui devrait être son peuple. C'est très bien expliqué et analysé. Et cela mérite d'être lu et relu, et utilisé en ces temps de campagne électorale.

.
La fin de l'article se termine sur une note plutôt louangeuse de Hervé Lehman pour Rachida Dati : *Rachida Dati fait une percée remarquable. La recette, c'est un discours de droite républicaine, ferme sur la sécurité, le communautarisme et l'amaigrissement de l'Etat, et moderne sur le développement économique tout en étant dans la*

tradition sociale du gaullisme. Un peu comme Fillon. Sauf, bien sûr, si les juges font à Rachida Dati le même coup qu'à ce dernier.

Ce serait énorme, bien sûr, mais avec les juges pourris et les politiques actuels aux manettes, qui ne valent pas plus que les Ceaucescu, tout est possible... En attendant, même si Dati n'est pas nécessairement notre tasse de thé, entre Hidalgo, Buzyn et Dati, il n'y a pas photo, il faut voter Dati pour limiter la casse.

Atlantico.fr : Aujourd'hui s'ouvre le procès de M. Fillon. Ce procès est un événement dans le monde politique. Mais la justice s'est-elle montrée réellement impartiale tout au long de cette affaire ? M. Fillon a-t-il été considéré comme un citoyen comme les autres ou a-t-il été érigé en exemple?

Hervé Lehman : Le procès de François Fillon n'a plus d'importance politique. Quelques magistrats ont prononcé sa mise à mort politique il y a trois ans en le mettant en examen peu avant l'élection présidentielle. Si François Fillon est relaxé, ce qui est arrivé pour l'affaire de l'arbitrage Tapie malgré tous les diagnostics, on ne refera pas l'élection présidentielle. Le procès n'a plus d'importance que pour l'honneur de François et Penelope Fillon. Mais on doit en tirer les enseignements politiques.

Non, bien sûr, François Fillon n'a pas été traité comme les autres. Jamais on n'a vu en France, ni dans aucune démocratie le candidat de l'opposition ciblé par la Justice quelques semaines avant l'élection présidentielle. Même les journalistes du Monde, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, peu suspects de sympathie pour la droite, le reconnaissent enfin. Jamais on n'avait violé ainsi la trêve électorale, tradition républicaine qui garantit que la Justice n'interfère pas dans le choix des électeurs. Jamais on n'avait vu des juges d'instruction se hâter autant pour

prononcer une mise en examen, pour une affaire qu'ils mettront ensuite plus de deux ans à instruire : désignés un vendredi soir, les juges ont envoyé les convocations pour mise en examen trois jours plus tard...dont un week-end. C'est à comparer avec le sort de ceux proches du pouvoir : les mises en examen de François Bayrou et de Richard Ferrand sont intervenues deux ans plus tard ! Jamais on n'a vu, et pourtant on en a vu, une violation aussi systématique du secret de l'instruction et de celui de l'enquête, jusqu'à l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel dont les avocats des Fillon ont pris connaissance dans la presse. Sans compter le parquet national financier qui s'est saisi précipitamment d'une affaire pour laquelle il n'était évidemment pas compétent.

Cette affaire pose le problème de l'impartialité de la Justice dans les affaires politiques. C'est pourquoi je propose la création d'un procureur général de la Nation totalement indépendant du Garde des Sceaux jusque dans sa nomination, et compétent pour les affaires concernant les élus et les candidats.

La question de l'emploi fictif de Penelope Fillon à laquelle s'est ajoutée celle des costumes offerts par Robert Bourgi ont annoncé la défaite de François Fillon aux présidentielles 2017. Pourtant, avec 20% des votes, il demeure le 3e homme de ce scrutin. Comment l'expliquer?

Maxime Tandonnet : Avant la catastrophe, M. Fillon avait de sérieux atouts en sa faveur : une grande expérience de la vie gouvernementale, un style sobre et une image de probité correspondant à l'attente d'une partie de l'électorat, un projet sérieux et travaillé, un engagement dans le soutien aux chrétiens d'Orient persécutés par Daesh, un discours clair d'opposition à l'islamisme radical. Les 20% qui ont voté pour lui malgré tout représentaient le socle de l'électorat les Républicains à ce moment-là. Ensuite, cet électorat, fragilisé par le découragement, s'est déchiré

entre LREM, RN et l'abstentionnisme. D'où les 8,6% des européennes de juin 2019, un score qui a été interprété par beaucoup de commentateurs comme le signe avant-coureur de la disparition de LR. Depuis lors, les données du problème ont changé : la crise de confiance, et l'impopularité présidentielle toujours plus grande, les difficultés du gouvernement, la débâcle politique de LREM, mais aussi la stagnation du RN – qui ne perce pas dans l'opinion malgré le climat de chaos dans le pays, ont rouvert un espace pour les Républicains. Leur score aux municipales sera donc déterminant pour vérifier la survie voire une renaissance de la droite.

Hervé Lehman : Cela montre qu'il y avait à droite une très forte envie d'alternance. La démocratie occidentale, c'est l'alternance : quand les travaillistes échouent ou sont usés au pouvoir, les conservateurs sont élus ; idem pour la CDU et le SPD, les républicains et les démocrates, et, en France, pour la droite et la gauche. Mais l'interférence de quelques magistrats dans l'élection présidentielle a privé les électeurs de droite de l'alternance et, plus grave, a accentué la déstabilisation de la démocratie française. Emmanuel Macron, quoi que l'on pense de sa politique, a été élu par défaut, parce que Fillon ne pouvait plus l'être. Le résultat est un président sans grande expérience, sans assise populaire, sans élus de terrain, sans relais dans la société. Cela donne les gilets jaunes et la réforme de la retraite qui réussit à exploiter de fédérer la CGT et les professions libérales.

La déstabilisation de la droite s'accompagne de la déstabilisation de tout le paysage politique. Il n'est plus exclu que le Rassemblement national tire les marrons du feu. Ce n'est sans doute pas ce que cherchaient les magistrats de l'affaire Fillon, mais on ne joue pas sans conséquence avec l'élection présidentielle.

Cette défaite électorale a marqué le début d'une crise

profonde dont la droite française peine à se remettre. Quelles en sont les raisons?

Maxime Tandonnet : Les raisons sont nombreuses et cette défaite électorale a été avant tout un déclencheur. Cinq raisons paraissent évidentes : l'absence d'un leader incontesté ; les rivalités d'ego ; les divisions idéologiques entre une tendance centriste, européiste et une frange plus souverainiste ; la difficulté à définir une ligne, un projet ; l'écartèlement entre le LREM et le RN qui a réduit sa marge de manœuvre. Comment la droite française peut-elle se présenter comme une alternance possible ? La politique française souffre en ce moment d'une perte de crédibilité et d'une profonde déconnexion avec le peuple. Le drame de l'actuel quinquennat est d'avoir porté cette coupure, cette déconnexion à son paroxysme, par les symboles. (Jupiter), les paroles (Gaulois réfractaires), le fond des politiques (taxe carbone, 80 km/h, retraites, etc.). Le rôle de la droite aujourd'hui et sa chance, consistent faire le contraire c'est-à-dire à tendre la main au peuple et à s'engager dans une logique de confiance et de réconciliation avec lui, de dépassement de la rupture entre la France dite d'en haut et la France dite d'en bas : fin de la communication (manipulation) à outrance, discours de vérité sur l'état de la France, travail de fond, sans démagogie, sur les grands sujets de préoccupation des Français, sécurité, communautarisme, dette publique, pauvreté, maîtrise des frontières, déclin du niveau scolaire... Pour cela, au cœur d'un programme de droite devrait être la réhabilitation de la démocratie par la revalorisation du Parlement et la pratique du référendum comme mode d'expression de la souveraineté.

Hervé Lehman : C'est donc tout le paysage politique qui est dévasté : la droite, la gauche. Emmanuel Macron profite de cette crise des partis de gouvernement mais sans que LREM ne parvienne à les remplacer. C'est ce grand vide qui fait

peur, à juste titre. Maintenant, examinons le parcours de Rachida Dati à Paris : la droite y était laminée aux européennes, les élus LR se déchiraient entre eux, mais Rachida Dati fait une percée remarquable. La recette, c'est un discours de droite républicaine, ferme sur la sécurité, le communautarisme et l'amaigrissement de l'Etat, et moderne sur le développement économique tout en étant dans la tradition sociale du gaullisme. Un peu comme Fillon. Sauf, bien sûr, si les juges font à Rachida Dati le même coup qu'à ce dernier.

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3587540/proces-francois-fillon-le-candidat-malheureux-a-la-presidentielle-fait-il-face-a-une-justice-equitable-penelope-canard-enchaine-droite-les-republicains-herve-lehman->